



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

Ministère de la Justice DISP BORDEAUX
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires
Département des Affaires Immobilières
188, rue de Pessac – CS 21509
33062 BORDEAUX CEDEX

**Marché de travaux pour la restructuration de Base du dispositif de
vidéoprotection périmétrique au Centre de Détention d'Eysses-
47300 Villeneuve sur lot**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

S O M M A I R E

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - Objet du marché – Lieu d'exécution des travaux	4
1.2 Dispositions générales :	4
1.3 - Décomposition en lots :	4
1.4 - Forme du marché :	4
1.5- Maîtrise d'œuvre	4
1.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	4
1.7 - Contrôle technique	4
1.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	4
1.9 Ordre de service	5
1.10 - Redressement ou liquidation judiciaire	5
1.11 - Travaux intéressant la défense	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	7
3.1 - Retenue de garantie	7
3.2 - Avance	7
ARTICLE 4 : CONTENU ET VARIATIONS DES PRIX	7
4.1 - Contenu des prix	7
4.2 - Variation dans les prix	8
4.3 - Choix des index de référence :	8
ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	8
5.1 – Délai d'envoi des projets de décompte	8
5.2 - Modalités de règlement des acomptes	8
5.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée	9
5.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché	9
5.5 - Modalités de paiement direct	9
5.6 - Modalités de gestion des prestations non prévues	10
5.7 - Incidence de modifications à l'initiative du titulaire	10
ARTICLE 6 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS	10
6.1- Délai d'exécution des prestations	10
6.2 - Calendrier détaillé d'exécution	10
6.3 - Remise des documents	10
6.4 - Autres pénalités	11
ARTICLE 7 : PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	11

7.1 - Plan d'exécution – notes de calcul – études de détail – synthèse	12
ARTICLE 8 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION	12
8.2 – Réception.....	12
8.3 - Garantie.....	12
8.4 - Assurances.....	12
ARTICLE 9 – JURIDICTION COMPÉTENTE.....	13
ARTICLE 10 – CLAUSES DE RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 11- DÉROGATIONS	13

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché – Lieu d'exécution des travaux

Le présent marché concerne des travaux de restructuration des dispositifs de vidéosurveillance et de protection périmétrique au centre de détention d'Eysses.

Ces travaux sont à réaliser en environnement carcéral, à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire d'EYSSSES, 1 Rue Pierre DOIZE, 47300 VILLENEUVE SUR LOT

1.2 Dispositions générales :

Le présent marché de travaux est passé dans le cadre d'une procédure adaptée aux termes des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2123-5, le maître d'ouvrage informe les candidats qu'il se réserve la possibilité de recourir à une négociation, mais qu'il conserve la faculté d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Conformément aux clauses et conditions fixées à l'article R2122-7 du CCP, un nouveau marché pourra être conclu avec les titulaires initiaux pour des prestations similaires.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les documents techniques d'exécution : CCTP propres à chaque lot et pièces graphiques joints au DCE(Dossier de Consultation des Entreprises)

1.3 - Décomposition en lots :

Marché alloti en deux lots selon la décomposition suivante :

1	ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES ET INFRASTRUCTURES IT
2	ELECTRICITE CFO-CFA

1.4 - Forme du marché :

Le marché se compose d'une **tranche ferme et d'une tranche optionnelle pour chaque lot.**

La tranche ferme porte sur la restructuration de base des installations de vidéoprotection périmétrique de l'enceinte principale et sur le renforcement de la vidéosurveillance des installations de sport dites Euronef.

La tranche optionnelle porte sur le renforcement de la vidéoprotection des unités d'hébergement A-B et C et sur la sécurisation périmétrique du chemin de ronde 4-5-6.

1.5- Maîtrise d'œuvre

C2J INGÉNIERIE-B.E.T. Fluides,7 Place de la Mairie,16230 SAINT-GROUX

Chargé du projet :

M.Jérôme PETURAUD – Port. : 06.17.54.15.18-Mail : c2jingenierie@orange.fr

Tél.Bur.:05.53.77.74.77

Les missions confiées à la maîtrise d'œuvre sont :

PRO/DCE – ACT – VISA – DET – AOR – OPC

1.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Mission confiée au MOE sus désigné.

1.7 - Contrôle technique

La personne physique qui sera chargée de la réalisation de la mission sera désignée ultérieurement.

1.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Coordonnateur SPS : M.Frédéric RAMEL, Coordination & Consulting

Lieu dit AU GENTE

47340 LAROQUE TIMBAUT

Port. : 0650523602 - Mail : ramel.frederic@outlook.fr

Mission de Coordination pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs de **catégorie 2**

1.9 Ordre de service

Aux termes de l'article 3.8 du CCAG-TRAVAUX entré en vigueur le 01/04/2021, les ordres de services peuvent être rédigés par le maître d'œuvre. Dans ce cas il les soumet pour approbation à la maîtrise d'ouvrage qui en effectue la notification au titulaire destinataire.

Ils peuvent cependant être directement rédigés et notifiés par le maître d'ouvrage pour toutes instructions dont il souhaite conserver la gestion. Notamment pour ce qui concerne le démarrage des travaux, l'arrêt du chantier...

1.10 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire ».

1.11 - Travaux intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises et à le retourner au plus tard à la date fixée pour la remise des offres.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les membres de l'entreprise, désirant accéder à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire dans le cadre des travaux à réaliser.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

NB : Les pièces mentionnées *en italique* ne sont pas des pièces contractuelles.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- *Règlement de la consultation*

- L'acte d'engagement (A.E.)-Propre à chaque lot .

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)-Commun à tous les lots.

- Les CCTP , pièces écrites propres à chaque lot , et les clauses générales communes à tous les lots.

- *Les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGF)-Propre à chaque lot*

NB : ces documents sont fournis par la MOA et doivent être renseignés dans leur format d'origine.(document tableur de la suite logiciel MS EXCEL-Extension du fichier de type .XLSX ou .XLS).

- **Planning prévisionnel**

- **Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre**

- **DC1 et DC2 -Formulaires fournis par le MOA à utiliser obligatoirement**

- **Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance-DC4**

- **Le Cahier des Clauses Communes**

- **Le certificat de visite – Formulaire commun à tous les lots**

- **Le PGC,(plan général de coordination)**

Les documents visés ci-dessus prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

B) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au **4.2**.

Sans constituer une liste exhaustive, ces pièces générales réputées parfaitement connues du titulaire comportent :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, modifié par [Arrêté du 29 décembre 2022](#) modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics.

- Les normes européennes et françaises homologuées ou autres normes reconnues équivalentes.
- Les fascicules et Documents Techniques Unifiés (D.T.U) applicables aux marchés publics de travaux.
- Tous les arrêtés, décrets, lois, circulaires administratives en vigueur à la date définie ci-dessus et ayant une incidence sur la réalisation de l'ouvrage (accessibilité handicapé, sécurité incendie, code du travail, code de l'urbanisme, réglementation énergétique et de développement durable, ...)
- Sont également considérées comme pièces générales applicables au marché, les textes préfectoraux ou communaux applicables localement (termites, bruit, brûlage, ...).
- **Rappel** : La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) n'est pas une pièce contractuelle. Elle ne sera utilisée comme référence contractuelle que pour la **détermination des prix unitaires** servant au règlement des situations mensuelles ou des travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître de l'ouvrage. **Elle ne pourra, donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par le titulaire.**
- Ces pièces contractuelles qui constituent le marché, sont **complémentaires et forment un tout** ; cependant, en cas de contradiction, les plans d'Architecte prévalent sur les plans techniques, les plans à grande échelle prévalent sur ceux à plus petite échelle, les documents administratifs prévalent sur les documents techniques. Tout ce qui figure sur les pièces graphiques mais ne serait pas décrit dans les pièces écrites, et inversement, aura la même valeur que si les indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques.

La signature de l'acte d'engagement vaut engagement contractuel sans réserve du titulaire sur l'ensemble des pièces énumérées dans le présent article.

ARTICLE 3 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

3.1 - Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de **5 % (3% pour les PME)**.

La retenue de garantie ne peut être remplacée que **par une garantie à première demande**. Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues aux articles R 2191-36 à R 2191-42 du décret visé.

3.2 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué. Le délai de paiement de cette avance (30 jours) court à partir de la date de notification du marché.

Cette avance est égale à **30%** du montant initial TTC du marché, déduction faite des prestations sous-traitées (articles R 2191-3 à R 2191-12 du décret 2018-1075 relatif aux marchés publics).

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les états d'acompte. Il débutera à **55%** des prestations exécutées et s'achèvera à **80%** .

ARTICLE 4 : CONTENU ET VARIATIONS DES PRIX

4.1 - Contenu des prix

Le prix forfaitaire est réputé comprendre toutes les dépenses, que ces dépenses résultent des études d'exécution et de synthèse, de l'exécution des travaux préalables d'installation, de la fourniture des équipements et des prestations de services, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Ce prix forfaitaire est réputé tenir compte de toutes les sujétions qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où se réalise le projet, que ces sujétions résultent :

- du type et du fonctionnement de l'établissement où se situent les travaux,
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics,
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou la transformation de ces installations,
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause,

Ce prix forfaitaire est soumis aux dispositions de l'article 10 du CCAG Travaux sus-visé.

Il intègre notamment la prise en compte par le titulaire :

- des avis du bureau de contrôle pour être conforme à la réglementation.
- des avis du maître d'ouvrage sur le respect des exigences demandées dans les pièces du marché et notamment en termes de qualité environnementale et de gestion des déchets
- des frais liés aux réunions hebdomadaires de chantier
- des frais liés aux études d'exécution et à la participation à leur synthèse

4.2 - Variation dans les prix

Les prix sont révisables.

Ils seront révisés dans les conditions fixées à l'article R2112-13 du CCP par un coefficient **Cn** égal à : **$0,20 + 0,80 \ln-2/lo$**

Dans laquelle :

- **lo** est la valeur de l'index prise au mois **M0 OCTOBRE 2024**.
- **ln-2** est la valeur de l'index prise au mois antérieur de 2 mois au mois « **n** » de réalisation des prestations. Pour l'état de solde, ce mois « **n** » sera celui de la date d'achèvement des travaux prévue contractuellement.

4.3 - Choix des index de référence :

Les index de référence sont fixés par lot dans le tableau ci-dessous :

N° Lot	Désignation	Index de révision
1	ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES ET INFRASTRUCTURES IT	BT47
2	ELECTRICITE CFO-CFA	BT47

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 – Délai d’envoi des projets de décompte

Par dérogation au **12.1.1. du CCAG travaux**, le titulaire fournira son projet de décompte relatif au mois N **au plus tard dans les 05 premiers** jours du mois N+1.

5.2 - Modalités de règlement des acomptes

Le mode de règlement proposé est le virement dans un délai maximum de 30 jours.

En cas de défaut de paiement dans le délai ci-dessus, les intérêts moratoires dus seront calculés selon la réglementation et les taux en vigueur lors du paiement des premiers intérêts moratoires du marché.

Les acomptes seront établis par le maître d'œuvre sur la base de projets de décomptes présentés par le titulaire, reprenant le détail de la DPGF du marché et précisant les prestations exécutées ainsi que les règlements directs à effectuer aux sous-traitants.

Les projets de décompte seront adressés au maître d'œuvre par l'intermédiaire de CHORUS PRO **conformément à l'annexe ci-jointe**.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et selon la réglementation en vigueur.

Pour l'exécution de ce contrat, le comptable assignataire est Madame la Directrice Interrégionale des Finances Publiques de Nouvelle Aquitaine et du Département de la Gironde, 24 Rue François de Sourdis 33060 BORDEAUX.

La personne habilitée à fournir les renseignements sur le nantissement des marchés est :

M. Le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Bordeaux (DISP).

5.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

5.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'entreprise sous-traitante (quel que soit le montant sous-traité) devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (modèle DC4) et de l'exemplaire unique du marché si ce dernier n'est pas nanti ou cédé :

- une déclaration DC2 de présentation du sous-traitant
- les attestations fiscales et sociales détaillées du sous-traitant
- une attestation d'assurance de responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et des travaux,

- une attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil en cas d'achat des bâtiments.

L'acte de déclaration et de demande d'agrément (DC4) rappellera le principe d'auto liquidation de TVA.

5.5 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

- En cas de sous-traitance :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et précise la T.V.A. appliquée ou autoliquidée (autoliquidation en cas de travaux sous-traités)

- Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement

5.6 - Modalités de gestion des prestations non prévues

La réalisation de prestations, travaux, équipements que le titulaire estime non prévus dans son marché, doit faire l'objet d'une demande détaillée et chiffrée adressée au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage le cas échéant. Les travaux complémentaires feront l'objet d'avenants ou de nouveaux marchés selon la réglementation en vigueur.

5.7 - Incidence de modifications à l'initiative du titulaire

S'il est constaté une modification de prestation réalisée à l'initiative du titulaire, et si cette modification est subie par le Maître d'Ouvrage sans possibilité de remise en conformité par rapport aux clauses du marché, la moins-value qui pourrait en découler sera évaluée par la maîtrise d'œuvre et notifiée au titulaire par avenant.

ARTICLE 6 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS

6.1- Délai d'exécution des prestations

Tranche ferme :

Le délai d'exécution de la tranche ferme **est fixé à 9 mois dont 1 mois destiné à la période de préparation** par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Tranche optionnelle :

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle **est fixé à 6 mois dont 1 mois destiné à la période de préparation** par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sera fourni à l'issue de la réception des ouvrages relatifs à chaque tranche.

6.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Il sera élaboré par le titulaire en appui sur les dispositions de l'art 6.1 du présent CCAP.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution du marché.

Sur simple constat de retard par le maître d'ouvrage, par rapport au calendrier détaillé d'exécution, il sera appliqué **des pénalités provisoires de retard dont le montant journalier est de 300 € H.T par jour ouvré.**

Chaque jour de retard constaté est considéré comme dû. La pénalité est appliquée sur le décompte périodique suivant la constatation. Cette pénalité ne pourra être restituée que si le délai global n'est pas impacté par ces retards intermédiaires.

Les pénalités définitives ne subissent aucune exonération (dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux) et sont fixées également à 300€ H.T. par jour calendaire.

6.3 - Remise des documents

En phase exécution, les documents seront communiqués de manière dématérialisée.

Les échanges de fichiers volumineux (plus de 5Mo) avec le maître d'ouvrage devront être effectués via l'utilitaire FranceTransfert : <https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload>

NB : cette plateforme ne permet les échanges de fichiers volumineux qu'entre services de l'État et opérateurs économiques. Elle ne permet pas les échanges entre opérateurs économiques.

Concernant le Dossier des Ouvrages Exécutés DOE, le titulaire le produira en un exemplaire papier et en un exemplaire dématérialisé informatique sur support amovible de type clé USB. Les documents textes seront fournis au format PDF et les plans aux formats PDF et DWG.

En cas de retard dans la production du DOE et après relance de la maîtrise d'œuvre, il sera appliqué, des pénalités définitives dont le montant par jour de retard est égal à 300,00€ HT. Chaque jour de retard constaté est considéré comme dû.

6.4 - Autres pénalités

Les pénalités mentionnées dans l'ensemble du présent C.C.A.P. ne sont pas soumises à T.V.A.

Les pénalités mentionnées dans l'ensemble du présent C.C.A.P. sont soumises aux variations de prix prévues au 4.2 du présent CCAP.

a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène mentionnée dans le registre journal et à l'environnement : 150 € H.T par jour calendaire de non-respect constaté ou par évènement constaté.

b) Absence aux rendez-vous fixés soit par la Maîtrise d'œuvre, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de : 400 € H.T.

c) Pénalités de non-respect de clauses contractuelles (**OS non suivi d'effet** notamment). Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par la maîtrise d'œuvre des infractions. Elles seront déduites des situations mensuelles. il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **300€ par jour calendaire à compter d'une date limite notifiée par OS ou mentionnée sur les comptes rendus de réunions.**

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par la maîtrise d'œuvre des infractions.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

Dans le cas de mise en demeure notifiée par ordre de service et non suivie d'effet, le montant des pénalités sera doublé.

ARTICLE 7 : PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation par tranche, d'un mois comprise dans le délai global de travaux (cf paragraphe 6.1 ci-dessus).

Le titulaire devra procéder au cours de cette période aux opérations ci-dessous :

- Transmission à la personne désignée de l'établissement siège des travaux, des documents utiles à la réalisation des autorisations d'accès aux termes des dispositions du Cahier des Clauses de Sécurité joint au nombre des pièces du présent marché au plus tard dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.
- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre, au bureau de contrôle et au coordonnateur S.P.S du programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28-2 du CCAG travaux dans le délai de quinze jours à compter de la notification du marché.
- établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG travaux
- établissement des P.P.S.P.S., relatif à la sécurité sur les chantiers.
- mise en place des installations de chantier.
- Établissement des dossiers nécessaires à l'instruction des autorisations administratives (DT-DICT)

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions d'intervention et d'accès au centre de détention d'EYSES sont précisées dans le CCC.

7.1 - Plan d'exécution – notes de calcul – études de détail – synthèse

Les plans EXE, les notes de calcul, les plans de synthèse et les études de détail sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 8 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION

La qualité de l'ensemble des prestations devra répondre strictement aux exigences du marché.

Toutes les prestations proposées dans l'offre du titulaire jugées d'un niveau supérieur à celles du marché sont réputées acquises par le maître d'ouvrage.

Pour les prestations jugées d'un niveau inférieur, ce sont celles du marché qui devront être mises en œuvre.

8.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages seront assurés conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du C.C.A.G. travaux.

8.2 – Réception

Les opérations préalables à la réception seront propres à chaque lot et à chacune des tranches.

Chaque réception se déroulera comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux.

Lors des opérations de vérification, aucune 'non façon' ne doit être constatée. Seules peuvent subsister des 'malfaçons' qui seront à reprendre par le titulaire, ou feront l'objet de réfections sur le prix en cas d'impossibilité de reprise et après accord du Maître d'Ouvrage.

Si à l'issue des opérations de vérification, l'admission ne peut être prononcée, la date de livraison est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération. Il sera alors fait application des pénalités définitives de retard.

8.3 - Garantie

Le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date de réception.

Pendant cette période, une garantie totale et gratuite (incluant pièces , main d'œuvre et déplacement) sera assurée par le titulaire pour toutes les prestations fournies au titre du marché.

8.4 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, tous les intervenants y compris les sous-traitants déclarés et agréés doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil (décennale).

ARTICLE 9 – JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est le seul applicable et la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE RÉSILIATION DU MARCHÉ

Seules les stipulations du chapitre 7 du C.C.A.G.-TRAVAUX., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements relatifs aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses en résultant, par rapport au prix du marché, est à la charge du titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11- DÉROGATIONS

- Modalités de remise des projets de décomptes mensuels prévues au 5.1 du présent CCAP qui déroge au **12.1.1 du CCAG travaux**.

- Le délai de préparation stipulé au 6.1 et 7 déroge au **28.1 du CCAG Travaux**.

-